



ÉNERGIE ET TRANSPORT FERROVIAIRE : Un sens commun : des services publics d'avenir pour les usagers !



Marquée par une politique axée essentiellement sur la libéralisation du marché du rail comme étant la seule solution aux problèmes survenus ces dernières années, la convergence des luttes semble être incontournable alors que nous constatons les mêmes attaques européennes et gouvernementales en direction du secteur énergétique.

C'est le mot d'ordre donné par les fédérations syndicales CGT Cheminots et Mines-Énergie pour faire de la journée du 22 juin, une journée de lutte comme réponse des agents à une politique de casse des services publics du rail et de l'énergie.

Dans une période où la Commission européenne et le gouvernement veulent démanteler encore plus le secteur énergétique, la FNME-CGT porte un projet ambitieux mais réaliste, un Programme Progressiste de l'Énergie. La FNME-CGT rappelle que l'énergie n'est pas une marchandise mais un bien vital. L'État doit reprendre la main en se dotant d'une politique énergétique offensive. La FNME-CGT exige le retour à 2 EPIC (Établissements Publics à Caractère Industriel et Commercial) nationalisés de l'électricité et du gaz. Exigeons le bilan de la dérèglementation qui a détruit 75 ans de service public de l'électricité et du gaz. Ne laissons pas, par exemple, la Commission européenne imposer au gouvernement une réforme de désintégration d'EDF au travers le projet Hercule. Imposons d'autres solutions pour l'avenir de l'énergie, notre bien commun.

« L'électricité, le gaz ce n'est pas pour le privé c'est un droit pour tous les usagers ». Ce slogan donne du sens dans la bataille du 21^{ème} siècle pour l'avenir du service public de l'énergie.

Dans le domaine ferroviaire, l'Etat s'apprête à se désengager du service public au nom des mêmes règles européennes. La concurrence est imposée alors qu'elle ne règlera aucune des difficultés rencontrées par les usagers et qu'elle complexifiera le système, affaiblissant la sécurité, l'offre et l'égalité d'accès des citoyens au train. La CGT veut porter le débat d'une réappropriation publique de l'entreprise SNCF et d'un véritable engagement de l'Etat en faveur du transport public ferroviaire.

L'énergie et les transports sont des services publics essentiels à la réponse aux besoins de la Nation. Le gouvernement doit en prendre conscience et affirmer à Bruxelles que la libéralisation des marchés est un accélérateur des problèmes.

Libéralisation et dérèglementation = plus de précarité énergétique et plus d'incidents techniques sur le réseau ferroviaire.

**Ensemble, cheminots - électriciens – gaziers et énergéticiens le
22 juin sera une journée de lutte convergente
pour la défense de nos services publics**